



N°45 - Décembre 2018

EDITO

Aude : entre calamités naturelles et solidarités...

Les inondations qui ont frappé notre département dans la nuit du 14 au 15 octobre ont fait 14 morts et 75 blessés, 126 villages sinistrés et des dégâts matériels considérables.

De nombreux bénévoles, isolés ou organisés, ont participé aux opérations de nettoyage, montrant que la solidarité n'était pas un vain mot.

Les services publics, pompiers, employés territoriaux, électriciens, gaziers..., ont été rapidement mis à pied d'œuvre en soutien aux sinistré-e-s. Ces mêmes services publics, qui sont mis à mal par les politiques d'austérité menées en France et en Europe, ont permis à la collectivité de réagir plus rapidement à la catastrophe naturelle, avec des personnels présents et en nombre.

Les Audois n'avaient pas besoin de cette catastrophe. Avec le réchauffement climatique, elle risque d'être plus fréquente et oblige les politiques à prendre les mesures en matière d'urbanisation et d'aménagement du territoire.

Comme de nombreux citoyennes et citoyens dans le pays, nous souffrons de la politique actuelle.

Alors que le gouvernement continue de faire les poches des retraités avec l'augmentation de la CSG et le gel des retraites, celles des salariés avec le gel ou la baisse des salaires, celles des automobilistes avec l'augmentation du prix du carburant, des malades avec la baisse des remboursements...

Ne rejetons pas à priori les engagements collectifs pour changer le rapport de forces. Sans perspective politique, la colère légitime qui monte dans le pays restera sans voix ou pire sera récupérée par la droite et l'extrême droite, pour le plus grand profit des grands groupes financiers qui continueront de remplir les poches de leurs actionnaires.

Alors, ensemble changeons le rapport de forces !

Gilbert SARTORE,
Secrétaire de Section

**Le nouveau Secrétaire
National du PCF**



Fabien ROUSSEL

**La nouvelle Secrétaire
Départementale du PCF**



Sylvie VILAS



Carburants : Les communistes aux côtés des Français en colère.

Parce que ce sont les classes populaires et les classes moyennes, les salariés, les précaires, ceux qui sont obligés de prendre leur voiture pour aller au travail qui vont subir de plein fouet la hausse de l'essence et du gazole, le PCF se mobilise.

La mesure gouvernementale est un nouveau racket. Pendant que les patrons sont câlinés par Macron et son Premier ministre Edouard Philippe, le peuple trinque : depuis cinq ans, faire le plein de sa voiture coûte en moyenne 500€ de plus par an pour les habitants des campagnes, 400€ de plus pour ceux qui habitent en ville.

Il est temps de prendre l'argent là où il est, dans les poches des actionnaires de multinationales pétrolières, chez les plus riches qui ne payent plus d'impôt sur la fortune, et d'investir vraiment dans des transports en commun publics qui permettent à chacun de se rendre à son travail, dans les villes et les campagnes.

Les communistes sont aux côtés du monde du travail en colère.

Mobilisons-nous pour faire reculer le gouvernement !

L'AUGMENTATION DU PRIX DES CARBURANTS...

► c'est du **vol fiscal** car une fois de plus le gouvernement fait les poches de la classe moyenne ainsi que des ménages modestes

► c'est un **mensonge** car Macron fait croire qu'il s'agit d'une mesure écologique

5 PROPOSITIONS DU PCF

pour une fiscalité efficace pour l'écologie et juste socialement



Taxer le kérosène, qui ne l'est pas aujourd'hui



Taxer Total et ses 10 milliards de profits annuels



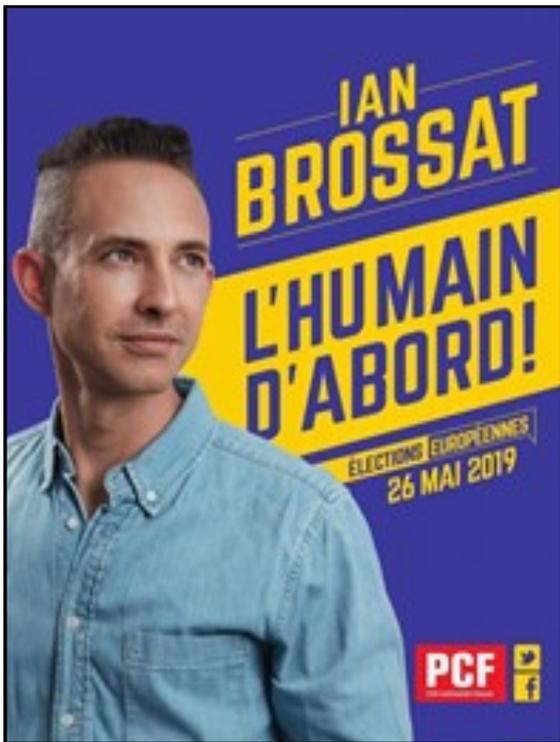
Cesser de fermer les petites lignes de train



Revenir à la TVA à 5.5% sur les transports en commun



Augmentation massive du malus écologie sur les grosses voitures neuves polluantes (4x4, SUV)



Ian BROSSAT, L'Humain d'abord !

Au cours des 10 dernières années, les richesses produites par les travailleurs en Europe sont passées de 15 000 milliards à plus de 17 000 milliards d'euros. Dans le même temps, le taux de travailleurs pauvres est passé de 7 à 10%.

Trouvez-vous cela normal ?

L'Europe des gens ou l'Europe de l'argent, il faut choisir !

Nos propositions :

- ❶ Rompre avec les traités européens pour en finir avec les délocalisations. Il faut interdire tout départ d'une entreprise dans un autre pays de l'Union Européenne.
- ❷ Mettre un terme à la mise en concurrence entre les travailleurs. Il faut en finir avec le travail détaché. Toute personne qui travaille en France, quelle que soit sa nationalité, doit être protégée par un contrat français.
- ❸ Stop à la fraude fiscale ! 1 000 milliards d'euros quittent chaque année l'UE à travers les paradis fiscaux. Tout bénéfice réalisé dans un pays doit donner lieu au paiement de l'impôt dans ce pays.
- ❹ Au cours des 10 dernières années la Banque centrale européenne a versé 3000 milliards d'euros aux banques privées, les mêmes qui infligent des agios et des frais bancaires indus aux plus modestes. Cet argent doit alimenter un fonds de financement des services publics.

« Je m'appelle Ian Brossat, j'ai 38 ans et je suis le chef de file du Parti communiste français aux élections européennes du 26 mai 2019. Ensemble, décidés à œuvrer à l'unité de la gauche, nous sommes déterminés à promouvoir une vraie transformation de l'Union Européenne, pour une Europe solidaire au service des peuples. Pour cela, nous construisons une liste d'hommes et de femmes du monde du travail. »

Pour une France hospitalière et fraternelle, une Europe solidaire

Les questions migratoires sont au cœur de notre époque et représentent un véritable défi mondial, pour répondre d'une manière humaine et hospitalière à ces hommes et ces femmes venus chercher protection et espoir de mieux vivre, au risque de leur vie.



Européennes 2019...

Samedi 3 novembre, des militants communistes se sont retrouvés sur le marché place Carnot de Carcassonne pour lancer la campagne du PCF aux élections Européennes, avec Ian Brossat comme chef de file des communistes. 400 tracts ont été distribués et les échanges avec la population ont été fructueux même s'il reste encore de quoi faire...

Les interventions de notre candidat dans les médias sont appréciées.

Reste à faire partager notre programme...

**Tous pourris ?
Ce que défendent les élu-e-s
communistes et que vous ne verrez
pas à la Télé ...**



Fiscalité du carburant

**Sébastien Jumel, député
PCF de Seine Maritime.
Assemblée nationale
30/10/2018**



Après avoir sacrifié le pouvoir d'achat des retraités, le gouvernement s'en prend à la France qui travaille.

Après les coups de rabot sur l'aide personnalisée au logement, la nouvelle

augmentation du prix du gaz et la panne des pensions et des salaires, la goutte d'essence se transforme en océan d'écologie punitive et vient noyer ceux qui n'ont pas d'autre choix, pas d'autre alternative que de prendre leur voiture pour aller travailler, ou même pour accéder aux services publics.

L'augmentation de la taxe intérieure alourdit d'une manière insupportable la facture du plein d'essence. Alors que tout le monde s'accorde à souligner que ce racket ne servira pas à financer la nécessaire transition écologique, la colère gronde.

La France s'est enrichie de 146 000 millionnaires depuis qu'Emmanuel Macron est arrivé aux responsabilités. Va-t-il enfin, comme le proposent les communistes, prendre l'argent là où il est, pour le rendre à ceux qui n'ont que leur force de travail à vendre ?

Loi ÉLAN : droit à un logement pour tous.

**Cécile Cukierman, Sénatrice PCF de
la Loire.
Sénat 16/10/2018**



Ce projet de loi confirme la volonté de marchandisation du logement social...

L'attention portée aux centres-villes est un élément positif, tout comme l'encadrement des pratiques des plateformes de type Airbnb.

Cependant, ces avancées se font au détriment des lois Littoral et SRU

(Solidarité et renouvellement urbains). Ce texte incarne la volonté de déréglementer pour bétonner partout en toute tranquillité !

Il lève les entraves aux marchés pour le secteur dit « libre » : suppression de la Garantie Universelle des Loyers et de l'encadrement des loyers.

Il entame le démantèlement du parc social.

Ce projet de loi, qui fait de la vente des logements sociaux l'objet de la politique publique, vise à compenser les désengagements de l'État.

Il prévoit ainsi la vente des logements au privé.

Enfin, il s'agit d'une énième loi contre le droit au logement.

Ce projet de loi est fait non pour les usagers, mais que pour les investisseurs. Il parle non pas du droit au logement, mais du droit de faire de l'argent avec le logement au détriment de la dimension humaine...

Financement de la Sécurité sociale

**Alain BRUNEEL Député PCF du Nord.
Intervention Assemblée nationale du 23/10/2018
PLFSS (Financement de la Sécu)**

Notre système de santé est malade.

Les parlementaires communistes ont entrepris en février un Tour de France des hôpitaux et des EHPAD publics. À ce jour, nous avons visité plus de 110 établissements et rencontré plus de 6 000 personnes. Autant de cris de révolte, de souffrance réelle. Les personnels, victimes des politiques successives d'austérité, portent le système à bout de bras.

Les patients ne vont pas à l'hôpital de gaieté de cœur.

Faute de moyens matériels et humains, ils se demandent s'ils pourront être correctement soignés.

Ils sont aujourd'hui entassés dans les couloirs des services d'urgence, attendant parfois cinq à six heures avant de voir un médecin.

Le renoncement aux soins n'a jamais été aussi fort : 30 % des Français ne se soignent plus.

De partout sur le territoire français, des signaux d'alerte sont envoyés, avec le recensement de plus de 1 700 points de lutte hospitalière en 2017...

Partout en France, des maires rendent leur écharpe, des soignants se mettent en grève de la faim, des médecins

démissionnent.

La colère est profonde, mais elle n'est pas écoutée. Quand nous lisons ce budget, ce n'est pas de l'humain dont on parle mais de chiffres. Tout n'est que valeur financière, pourcentages incessants.

Mais la santé n'est pas un business.

Elle n'a pas vocation à être rentable. L'accès aux soins est un droit pour tous.

La santé ne s'achète pas, elle n'a pas de prix, ni pour les soignants ni pour les personnes soignées.

Pour Ambroise Croizat, ministre communiste du travail et de la sécurité sociale en 1945-1947 : « La sécurité sociale est la seule création de richesse sans capital. La seule qui ne va pas dans la poche des actionnaires mais est directement investie pour le bien-être de nos citoyens. »

Alors, défendons-la, bec et ongles !



Catastrophe de l'Aude : l'État est au pied du mur

Le président de la République était le lundi 22 octobre dans l'Aude afin de constater les dégâts dus à un nouvel événement climatique particulièrement catastrophique.

Des centaines de millions de travaux seront nécessaires pour tout remettre en état. Les chantiers sont multiples et l'État est au pied du mur.

Il est temps de prendre les décisions qui s'imposent :

L'aménagement du territoire ne peut être laissé aux mains du marché et de la finance. Cet abandon par l'État a entraîné des constructions parfois anarchiques jusque dans des zones inondables.

L'État doit reprendre le contrôle de cette politique.

Afin de lutter contre le ruissellement incontrôlé des eaux, une politique publique d'aménagement du territoire doit conduire à la réduction drastique de l'artificialisation des sols, leur « désimpermeabilisation », à débétonner tous les espaces publics et privés possibles, à contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à l'émergence de nouvelles pratiques agricoles afin d'augmenter la capacité drainante des champs.

Les élu·e·s locaux des petites communes doivent pouvoir bénéficier d'un accompagnement des services publics d'État dans l'élaboration d'un Plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) et de moyens pour l'entretien des rives et berges des cours d'eau qui traversent leurs communes...

Pour cela, il faut en finir avec l'austérité et la réduction des effectifs de fonctionnaires dans les services publics dédiés à l'environnement...

Congrès du PCF



Le 38e congrès du PCF s'est tenu du 23 au 25 novembre à Ivry/Seine auquel 7 délégué·e·s de l'Aude ont participé.

Auparavant, les communistes de Carcassonne, réunis conférence de Section le 9 novembre, ont élu leur nouvelle direction et les 16 et 17 novembre à Lézignan, ce sont les communistes de l'Aude qui ont élu, en conférence départementale, leur direction fédérale avec Sylvie VILAS comme nouvelle secrétaire. Enfin, Fabien ROUSSEL, député du Nord, remplace Pierre LAURENT au Secrétariat national.

Peu de partis politiques peuvent se revendiquer d'un tel fonctionnement démocratique...

Ce fut l'occasion, pour les communistes, de faire un bilan de leur stratégie, depuis le programme commun jusqu'au Front de gauche, en passant par la Gauche plurielle et les collectifs antilibéraux, de relever les défis de la crise du capitalisme et définir le communisme de notre temps dans un nouvel internationalisme.

Pour une nouvelle stratégie de rassemblement, ils et elles feront vivre le Parti communiste, seul garant de l'unification du salariat contre les dominations de classes, de genre, de génération, racistes et culturelles...



We Can Do It!



Marche du 24 Novembre contre les violences faites a u x f e m m e s

A l'appel du collectif Nous-Toutes qui comprends le Parti Communiste, 80 000 personnes ont défilé dans toute la France à la veille de

la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

Toutes se sont mobilisées pour provoquer une prise de conscience collective et réclamer un investissement plus grand de la part de l'Etat comme l'Espagne a su le faire.

La première cause de mortalité des femmes de 18 à 45 ans est la violence des hommes.

en France, toute les 7 minutes, une femme est violée, tous les 3 jours, une femme meurt sous les coups de son partenaire ou ex-conjoint.

Chaque année 220 000 femmes subissent des violences dans le couple.

une femme sur trois a déjà été harcelée ou agressée sexuellement au travail!

Ces violences plongent leurs racines dans la domination patriarcale nourrie par le système capitaliste avec pour objectif de maintenir les femmes dans un statut d'infériorité.

SALAH HAMOURI ENFIN LIBRE !

Dimanche 30 septembre. Enfin libre ! Treize mois enfermé dans les geôles Israéliennes. Pourquoi ? On ne le saura pas. Salah Hamouri vient de subir une nouvelle fois l'arbitraire: La détention administrative que ne pratique plus que trois États dans le monde.



L'Etat d'Israël et son appareil militaire peuvent ainsi emprisonner comme ils le veulent, le temps qu'ils veulent, sans justification, sans procès...

Le seul tort de Salah Hamouri est d'être avocat engagé dans une association de défense des droits humains et de défendre le statut de Jérusalem tel que le définit le droit international.

Notre joie pour la libération de Salah Hamouri est proportionnelle à notre intacte détermination à faire libérer le peuple Palestinien en son entier...